



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Agro-écologie et alimentation - Projet d'Associations Foncières Agricoles autorisées - Création d'un comité de pilotage et d'expertise - Approbation

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole impulse, depuis sa création, ses axes stratégiques de développement autour de sept piliers dont l'Agroécologie et l'Alimentation. Elle a ainsi engagé une véritable démarche collaborative d'élaboration d'une politique agroécologique et alimentaire ambitieuse, en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé.

Résolue à inscrire dans la durée sa politique, la Métropole a signé à Milan en octobre 2015 le pacte des politiques alimentaires urbaines, au côté d'une centaine de villes du monde. Elle bénéficie en outre depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique territoriale s'appuie sur une coopération étroite avec ses 31 communes, les acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, la communauté scientifique et les territoires voisins. L'objectif est de développer la capacité du territoire à nourrir les habitants de la Métropole et des territoires proches. Par délibération du Conseil du 29 juin 2015 la feuille de route est construite autour de cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agroalimentaires ;
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles (biodiversité, qualité écologique des eaux, des sols et de l'air) ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

A partir de ces cinq finalités, la Métropole a proposé un cadre d'action basé sur 6 axes opérationnels :

- consolider le tissu des fermes agroécologiques en vente directe ;
- favoriser l'approvisionnement local de la ville, en particulier celui de la restauration collective ;
- mobiliser les citoyens autour de l'alimentation et du lien producteur consommateur ;
- soutenir les entreprises innovantes dans le domaine de l'agroalimentaire et des services à l'agriculture ;
- promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agro/œnotourisme ;
- construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour mettre en œuvre ce cadre d'action, la mobilisation du foncier public et privé est affirmée comme un thème transversal fondamental, sur la base d'une animation foncière progressive.

Par ailleurs, la Métropole a engagé une vaste démarche prospective, qui développe une vision d'avenir à 50 ans, à l'échelle et dans le respect du grand « *amphithéâtre naturel* » dans lequel elle s'inscrit.

Ce projet, intitulé « *Montpellier Territoires, une métropole productive* » affirme l'importance de réactiver les ressources des espaces agronaturels au service de leurs valorisations économiques, sociales et environnementales et de l'acclimatation du territoire.

Ces démarches et ambitions trouvent notamment leur traduction dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) arrêté par délibération du 19 juillet 2018 et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) en cours. Il s'agit de préserver durablement à horizon 2040 au moins deux tiers du territoire de la Métropole en espaces naturels et agricoles et de limiter l'urbanisation à un tiers du territoire, en priorisant le réinvestissement urbain et un urbanisme économe de l'espace.

La révision du Plan Climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) engagée en 2018 s'inscrit également, sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans les objectifs définis par la loi. Au-delà, la révision de ce document consolide l'action de la Métropole autour de sa politique énergie-climat, en combinant l'élaboration de son PCAET avec de nombreuses thématiques transversales, environnementales et de développement et de gestion durables du territoire, afin de limiter l'impact du territoire métropolitain sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques, mais également en réduisant sa vulnérabilité.

Au-delà de la préservation des terres, l'ambition est ainsi de construire un véritable projet agronaturel, répondant aux enjeux de la transition agroécologique et alimentaire. Celui-ci consolide le potentiel productif de la « *ferme métropolitaine* » tout en contribuant à la préservation de l'environnement (biodiversité, paysages), de ses ressources (eau, sol, air), à la limitation des risques (notamment incendie et inondation) et à l'acclimatation du territoire.

L'accès au foncier constitue dans ce cadre un enjeu primordial, renforcé dans un contexte urbain et périurbain. Les dynamiques observées mettent en évidence un parcellaire souvent morcelé, des phénomènes d'attentisme des propriétaires fonciers dans le contexte d'un marché soumis à la pression de l'urbanisation. La déprise agricole se traduit par l'enfrichement ou la transformation de terrains agricoles pour des usages de loisirs ou encore de cabanisation, phénomènes qui accentuent les difficultés rencontrées par les acteurs lors de la transmission des exploitations et pour les projets d'installation. De leur côté, la Métropole et les communes disposent de foncier susceptible de constituer des supports de projets agricoles locaux.

La Métropole a ainsi engagé en étroite collaboration avec les communes de son territoire une démarche pour permettre la reconquête foncière. Une étude d'opportunité, menée en 2016 et 2017 sur un large quadrant nord-ouest du territoire, a permis d'identifier un vaste potentiel à partir du foncier public et privé, favorable au déploiement de l'activité pastorale et agricole dans le cadre de la politique Agroécologique et Alimentaire.

Compte tenu des spécificités et enjeux précités, il a été proposé en 2017, d'approfondir le dispositif des Associations Foncières Agricoles (AFA) pour répondre à cette problématique.

Définie par le code rural, l'AFA est un outil de gestion mutualisée du foncier entre plusieurs propriétaires permettant la définition et la mise en œuvre d'actions de mise en valeur agricole, pastorale ou forestière ou contribuant au développement rural ou à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques dans leur périmètre. Ce projet a notamment été identifié dans les axes du protocole de coopération entre la Chambre d'Agriculture et la Métropole en avril 2018, établi dans le cadre des échanges sur le SCoT.

Deux secteurs des arcs nord et nord-ouest du territoire ont été privilégiés pour engager cette démarche expérimentale et novatrice :

- Un secteur nord sur les communes de Prades-le-Lez, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez ;
- Un secteur ouest sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Lavérune, Saint Georges d'Orques, Grabels, Juvignac, Saint Jean de Védas.

La définition des périmètres, l'identification des parcelles mobilisables et les orientations stratégiques ont été établis en cohérence avec le projet de SCoT révisé, les travaux du PLUi en cours, les projets communaux et les partenariats de la Métropole avec les acteurs du territoire au titre de la politique agroécologique et alimentaire.

Le projet de création d'AFA a pour objectif d'accompagner la transition agroécologique et alimentaire durable du territoire, notamment :

- mobiliser des friches agricoles pour réactiver le foncier ;
- créer une couronne agricole diversifiée et nourricière sur la Métropole ;
- restaurer la biodiversité ;
- limiter les risques (inondations, feux de forêt) et préserver les ressources ;
- contribuer à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone du territoire.

Il s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la séquence Eviter Réduire Compenser environnementale et agricole portée par la Métropole. Les actions conduites par les AFA devront notamment se référer aux plans de gestion environnementaux existants. Les associations pourront également mettre en œuvre les actions prévues au titre des compensations environnementales et/ou agricoles portées par les différents maîtres d'ouvrages publics ou privés.

Compte tenu de ces enjeux, de la présence de foncier public au sein des deux périmètres et afin de garantir les règles de transparence qui lui sont liées, il a été proposé que ces deux AFA soient instaurées sous forme « *autorisée* » par arrêté préfectoral après enquête publique, en privilégiant une démarche basée sur le volontariat des propriétaires potentiels et en veillant à une représentation équilibrée dans la gouvernance des projets.

Deux comités de pilotage avec les maires des communes concernées ont eu lieu les 6 et 11 juin 2019.

Le projet a été partagé avec les partenaires lors d'un comité le 5 juillet 2019 auquel ont été conviés la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, le collectif Initiative pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale (INPACT), les Jeunes Agriculteurs de l'Hérault, la SAFER Occitanie, l'Office National des Forêts (ONF – agence territoriale Hérault-Gard), le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie (CRPF - antenne de l'Hérault) ainsi que le Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc-Roussillon (CEN-LR).

Des premiers périmètres ont ensuite été consolidés avec les communes à partir du foncier public et privé « *favorable* » afin de proposer un projet permettant d'avancer par l'action, sur la base d'une animation foncière progressive, comme énoncé dans la délibération-cadre du 29 juin 2015, toujours sur la base du volontariat de la part des propriétaires concernés. Aussi, à la suite des premières actions engagées, résultats observés et nouveaux besoins, l'agrandissement des périmètres à de nouvelles emprises publiques ou privées pourra être envisagé et phasé dans le temps.

Des réunions de concertations ont été organisées sur plusieurs des communes concernées et de nombreux échanges ont suivi. Cette phase de concertation a fait apparaître que des interrogations subsistent et qu'il est nécessaire d'approfondir la réflexion avec l'ensemble des acteurs.

Dans cette optique il est proposé de constituer un comité de pilotage et d'expertise qui aura pour mission d'approfondir le projet de création des deux AFA et de poursuivre la concertation avec les acteurs du territoire.

Ce comité sera constitué dans un premier temps des maires des 11 communes concernées, de la Métropole et des membres du comité de partenaires : Chambre d'Agriculture de l'Hérault, INPACT, Jeunes agriculteurs, SAFER Occitanie, ONF, CRPF et CENLR.

Ce comité proposera les experts à associer notamment pour représenter les propriétaires et les différentes filières agricoles : viticulture, arboriculture et maraichage, élevage, prairies et cultures annuelles...

Il aura pour mission de proposer un dossier finalisé en vue de l'enquête publique pour chacune des AFA, qui comprendra le périmètre englobant les terrains intéressés, l'état des propriétés, l'indication de l'objet de l'association et le projet des statuts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter de l'intérêt du projet d'AFA ;
- approuver la création d'un comité de pilotage et d'expertise ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.